



HAL
open science

Logement, espace public et dictature au Venezuela

Yaneira Wilson

► **To cite this version:**

Yaneira Wilson. Logement, espace public et dictature au Venezuela. 2024,
<https://aoc.media/analyse/2024/09/23/logement-espace-public-et-dictature-au-venezuela/>. hal-
04777970

HAL Id: hal-04777970

<https://hal.science/hal-04777970v1>

Submitted on 27 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

mardi 24 septembre 2024

INTERNATIONAL

Logement, espace public et dictature au Venezuela

Par **Yaneira Wilson**

ARCHITECTE, SOCIO-URBANISTE

Statues de Chávez renversées, casseroles, et rassemblements : cet été, les rues vénézuéliennes se sont enflammées en signe de protestation à la réélection contestée de Nicolas Maduro. L'espace public est devenu le dernier bastion d'expression démocratique dans un pays où le pouvoir chaviste est parvenu à contrôler l'espace privé par le biais d'un clientélisme idéologique.

Caracas, dimanche 28 juillet 2024 à minuit, un concert de casseroles résonne dans toute la capitale vénézuélienne après l'annonce solennelle du CNE (Conseil National Electoral) proclamant Nicolas Maduro, à la tête du pays depuis 2013, vainqueur des élections (52%) devant Edmundo Gonzalez Urrutia¹, le principal candidat du parti d'opposition, le Mesa Unidad Democratica (MUD). « Le résultat est irréversible », proclame Elvis Amoroso, Président du CNE, tout en expliquant qu'une « cyberattaque au serveur » avait retardé la vérification, et de fait, l'annonce des résultats ». Aucune justification, aucune pièce officielle n'est diffusée : ces quelques mots seuls officialisent un nouveau mandat de 6 ans à l'actuel président. Tandis qu'un somptueux feu d'artifice est tiré du centre-ville de Caracas, le son des gamelles de cuisine martelées en guise de protestation continue de se répandre des tours aux favelas, des quartiers populaires aux plus huppés de la ville marquant ainsi une fracture du pays, une désolidarisation des habitants au pouvoir en place. Dans certains quartiers, la population avait commencé à se mobiliser la veille, passant la nuit devant les bureaux de vote afin de s'assurer de pouvoir déposer à l'ouverture son bulletin, projetant, à tort ou à raison, une fermeture anticipée des tables (bureaux de vote) ou la violence des guérillas civiles armées par l'État pour « maintenir l'ordre » dans les quartiers paupérisés de la ville. Si le pays avait déjà connu deux élections supposées tronquées, les présidentielles de 2013 et de 2018, rien ne permettait de penser que la suspicion de triche déjà dénoncée à l'époque par le parti d'opposition (MUD) se confirmerait encore une fois. Lors de ces dernières élections de 2024, le scénario semblait différent. Les estimations qui circulaient officieusement sur les réseaux sociaux donnaient l'opposition largement vainqueur. Le MUD était parvenu à faire naître l'espoir de changement avec une mobilisation citoyenne sans précédent (près de 70% de votants), alors même que 4 des 7 millions de vénézuéliens qui ont quitté le pays à cause du

¹ À l'heure où ces lignes sont publiées, Edmundo González Urrutia est désormais réfugié politique en Espagne, laissant en suspend l'espoir de millions de Vénézuéliens que leur vote soit reconnu.

pouvoir en place ont été empêchés de voter. Plus encore, ce même parti d'opposition avait anticipé et organisé la présence d'observateurs dans les deux tiers des bureaux du pays, pour récupérer puis diffuser les résultats bureau par bureau sur une plateforme accessible à tous². Le jour du vote, personne n'avait osé faire l'hypothèse qu'une nouvelle usurpation du résultat serait possible face à l'écart important (près de 20 points) qui séparaient les deux camps. Finalement, depuis l'accès au pouvoir de Nicolas Maduro, la suspicion de fraude électorale revient tel un refrain. Comme si l'actuel président du gouvernement bolivarien n'était jamais parvenu à convaincre du bien-fondé de son héritage, celui de cette place de chef d'État obtenu par une passation de pouvoir d'Hugo Chavez avant que celui-ci ne décède d'un cancer.

L'espace public, dernier lieu d'expression démocratique ?

En une nuit, le courroux d'un peuple bafoué dans ses droits démocratiques a remplacé la sidération des résultats. L'immense frustration des Vénézuéliens a rapidement glissé de l'espace domestique avec les concerts de gamelles vers l'espace public où, l'après-midi du 29 juillet, les rues de Caracas et de toutes les villes du pays sont devenues le lieu des très nombreux rassemblements spontanés. Plus emblématique, trois statues de Hugo Chavez ont été renversées, marquant un virage dans l'histoire de la révolution bolivarienne : jamais au cours de manifestations, les foules en colère ne s'étaient attaquées au maître à penser du dit « socialisme du 21e siècle ». Comment ce gouvernement, déjà promoteur de faits autoritaires, a-t-il utilisé une nouvelle fois son pouvoir afin de rester en place, malgré le rejet de près de 70% de la population ? Quels rôles les espaces publics et privés ont-ils joués dans le système politique totalitaire désormais en vigueur ? Comment celui-ci s'est-il mis en place et a-t-il conduit à faire de l'espace public le seul lieu possible de la contestation ?

Durant de nombreuses années, une certaine prudence a primé chez les chercheurs et observateurs pour qualifier le gouvernement vénézuélien de d'autoritaire plutôt que de totalitaire. Les gauches régionales et européennes ont préféré, sans discernement parfois, défendre des intérêts économiques (accords avantageux autour du pétrole ou des minéraux) ou idéologiques (l'espoir suscité dans les années 2000 par la marée rose sud-américaine). Aujourd'hui, la politique vénézuélienne ne s'inscrit ni dans une dualité gauche-droite, ni dans un système démocratique, car même si l'appareil institutionnel existe, il s'est montré, une nouvelle fois, inféodé au gouvernement³, dysfonctionnel à garantir l'expression démocratique. La répression forte de l'État qui s'est mise en route dès le lendemain des élections présidentielles et le refus du gouvernement de dialoguer avec les opposants marquent un virage net de l'autoritarisme vers le totalitarisme, selon la définition qu'en donne Hannah Arendt (1951)⁴ : la manipulation d'une « *masse atomisée* » par une idéologie qui vise à éradiquer les différences, conditions du débat démocratique. Cette répression s'est observée par la montée fulgurante de pratiques irrégulières (arrestations aléatoires, kidnappings de manifestants, dénonciations) dans les espaces publics et privés. Michel Foucault (1975)⁵ avait montré à partir du familistère de Guise et du panoptique de Bentham comment le logement était devenu un outil de surveillance. Mais, c'était à l'échelle du

² <https://resultadosconvzla.com/>

³ Le Conseil National Electoral (CNE) a promulgué l'élection du président sans présenter aucune pièce officielle (actes électoraux) ni décompte des votes aux citoyens et pays tiers qui en ont formulé la demande ; le Tribunal Suprême de Justice, instance judiciaire la plus haute, a validé les résultats du CNE à la suite du recours déposé par Nicolas Maduro pour « tentative de coup d'État » du parti d'opposition. L'Argentine, le Costa Rica, le Chili, l'Équateur, le Guatemala, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, l'Uruguay et les États-Unis disent rejeter catégoriquement l'annonce du TJS sur une prétendue vérification des résultats du processus électoral.

⁴ Hannah, ARENDT. (1972). Le système totalitaire. Paris : Éditions du Seuil, coll. « Points Essais.

⁵ Foucault, M. (1975). Surveiller et punir. Naissance de la prison/Éditions Gallimard.

bâtiment. Plus tard, les réformateurs sociaux occidentaux ont, en Europe, fait du logement un outil d'intégration et d'inscription sociale, voire d'affiliation comme l'écrit Castel (1995)⁶. Certes, la production de logements a toujours été dans les systèmes staliniens un outil de surveillance des individus, mais au Venezuela, l'ancrage d'une dictature au travers de l'espace privé semble spécifique.

Les missions : organisations parallèles du gouvernement

La révolution bolivarienne, symbole de justice sociale, et le socialisme du XXI siècle, initialement lancés par Hugo Chávez, étaient porteurs d'espoir face aux catastrophes naturelles et aux gouvernements précédents qui s'intéressaient peu aux questions sociales. Depuis le début des années 2000, le pays a vu ses anciennes institutions publiques démantelées au profit de nouveaux dispositifs appelés les « Missions » qui, de l'agriculture au logement en passant par la mobilité, l'éducation et la santé, développaient des programmes de lutte contre la pauvreté répondant aux urgences sociales. La plus importante de ces « Missions », la *Gran Mision Vivienda Venezuela* (GMVV), lancée en 2011, planifiait la construction massive sur tout le territoire de 3 millions de logements en dix ans, soit 300 000 logements chaque année, sur un parc immobilier national évalué à l'époque à 8,2 millions de logements. En 2018, l'objectif avait encore été revu à la hausse avec 5 millions de logements à construire d'ici 2025. Ce projet semble pourtant aujourd'hui devenu contradictoire avec l'exode massif des Vénézuéliens observé au cours de la dernière décennie, puisque 7,7 millions d'exilés ont quitté le pays en raison de la grave crise politique et sociale qu'il traverse : inflation débridée, manque régulier d'approvisionnement en eau et électricité, salaires insuffisants (en moyenne 3 dollars par mois), sécurité sociale inexistante et insécurité généralisée. En outre, cette Mission – comme les autres – porte dans ses fondements une démarche dite démocratique et participative, puisqu'elle installe un nouveau « Pouvoir populaire » qui promeut le pouvoir exécutif au « peuple » avec la constitution par les habitants de formes d'autogouvernements communautaires, appelés les conseils communaux et les « communes ». Or, ce nouveau pouvoir coexiste avec les institutions élues, sans qu'aucune réorganisation des processus de décisions n'aient été formalisées, plaçant, au nom du « peuple », ces nouveaux lieux de pouvoir comme une atteinte à la légitimité des institutions traditionnelles, mais aussi obturant le principe électoral en privilégiant un système clientéliste : « ne participent que ceux qui adhèrent à l'idéologie » (voir Carte de la patrie ci-dessous). De même, cette nouvelle strate de gouvernance a promu Hugo Chávez, déjà admiré et reconnu, comme un leader de la transformation social. Dès son accession au pouvoir, il a été associé dans l'imaginaire collectif à la résorption de la pauvreté, à la fin de l'injustice et des inégalités⁷. Son élection, celle-ci incontestable, semblait redonner de l'espoir à une population qui voyait en lui une grâce divine. Mais ce rêve de toute une population s'est peu à peu estompé.

La vulnérabilité du territoire et les yeux de Chavez

Le Venezuela, territoire très vulnérable, est sujet à des événements climatiques récurrents : fortes pluies, inondations et glissements de terrain, sécheresses, tremblements de terre... Chaque nouvelle catastrophe a laissé son empreinte à l'instar de la « Tragédie de Vargas » (15 décembre 1999 dans l'État éponyme), qui a causé la mort de 15 000 à 30 000 personnes avec des milliers de sans-abris. Dans ce contexte déjà chaotique, les épisodes pluvieux de 2011 ont aggravé la situation, plongeant les habitants dans une extrême vulnérabilité. Cette succession d'événements climatiques parmi les plus dévastateurs

⁶ Castel, R. (1995). Les pièges de l'exclusion. Lien social et Politiques, (34), 13-21.

⁷ Wilson, Y. (2021). Faire du logement social un bien commun ? Regards vénézuéliens. Métropolitiques.

des quarante dernières années a été d'autant plus dommageable que depuis les années 1950, le tissu urbain de la métropole du Grand Caracas caractérisé par des « logements informels » résultant de l'exode rural, est particulièrement sensible aux aléas météorologiques. Ces événements violents ont particulièrement affecté la population, tant psychologiquement que physiquement, générant au passage un nouveau statut de réfugiés climatiques, auquel la GMVV s'est fait un devoir de répondre.

Au regard de sa qualité urbaine et architecturale, des localisations de certains ensembles, ce vaste programme de construction massive de logements a appelé et continue d'appeler de nombreuses critiques : petites fenêtres, absence de balcon et d'équipements intérieurs, sites éloignés des villes sans plan de mobilité, ni accès aux services d'eau, d'électricité... Malgré ces défaillances, il a pourtant été accompagné d'un marketing politique territorial rappelant les principes même de la propagande. Les yeux de Chavez et des slogans politiques sont venus décorer les façades des immeubles, et même l'intérieur des appartements, comme en témoignent certains habitants : « tout le temps, Chavez nous regarde »... Cette idée de stratégie de communication visuelle a émergé durant la campagne présidentielle de 2012, à l'initiative de José Miguel España, membre du groupe politique Comando Creativo Propaganda Bolivariana, avec des reproductions graphiques, inspirées du pop art et affichées de manière massive sur les murs de l'espace public, en cohérence avec les fondements de cet art populaire qui promeut la consommation. Des phrases d'admiration à Chavez ont accompagné les discours politiques et décoré les villes. « Pour que Chavez continue à vivre, il faut inscrire sa parole, son image, ses prédications, son exemple. Les Latino-Américains et Caribéens sont filles et fils de l'art, de la politique, Chavez était un créateur, un artiste de la politique, un artiste de l'amour pour les gens », rappelle José Miguel España. Les yeux de Chávez et sa signature ont donc recouvert l'espace urbain-bâtiments publics, bâtiments des quartiers précaires, panneaux d'affichage, murs et façades de l'opération GMVV...- instaurant un culte de l'homme d'État. Cette nouvelle identité visuelle est devenue, au-delà de l'objet de communication, un outil surpuissant des logements de la GMVV où l'omniprésence intrusive (dans les logements) voire inquisitrice du regard de Chavez et de sa signature pourrait s'interpréter comme la représentation d'une forme de propriété de l'État sur les objets signés.

Certaines personnes interviewées⁸ ont appelé les logements sociaux de la GMVV « les maisons de Chávez ». Si c'est bien lui qui a promu la politique publique d'attribution des logements, en contrepartie de ce « cadeau » (absence de titre de propriété ou de contrat de location) signé qui porte son regard, il est demandé aux bénéficiaires de faire preuve de respect et de fidélité politique au gouvernement en place (Wilson 2021)⁹. Un pacte donnant-donnant qui place l'action publique au service de l'idéologie politique d'État, bien au-delà du prosélytisme politique ou du clientélisme rencontré dans d'autres contextes d'attributions des logements sociaux. Elle institue finalement la création d'une dette morale comme un sentiment de gratitude très fort à l'égard du chef historique du régime. Le prix à payer ? Un soutien moral indéfectible au régime.

Les collectifs et l'opération « Tun Tun » (toc-toc)

Lors d'un travail de terrain (enquêtes, interviews)³ mené depuis 2015 jusqu'à aujourd'hui, la mise en place d'instruments de gestion territoriale comme la Carte de la Patrie a été questionnée. Cette nouvelle carte nationale, munie d'un code QR, apparaît comme l'équivalent d'une carte d'identité, qui recense à la fois l'adhésion individuelle à un parti politique ou à des organisations sociales, et les missions ou aides

⁸ Une cinquantaine de personnes ont été interviewées dans le cadre d'une thèse de doctorat en Urbanisme et sociologie présentée à l'Université de Nanterre en 2022. J'ai poursuivi la recherche avec plusieurs entretiens dans le pays, une fois par an avec différents habitants du GMVV et d'autres secteurs et divers acteurs de la production urbaine.

⁹ Wilson, Y. (2021). Marketing político-territorial en el espacio público y en la política de vivienda social de la Revolución Bolivariana. El caso de Venezuela. Revista Investigaciones Geográficas.

dont l'individu bénéficie. Si elle est présentée comme non obligatoire, elle reste requise pour bénéficier des cartons alimentaires des Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production (CLAP), comme d'un logement social. D'après Margarita López Maya (2018), « en réponse à la non-gouvernabilité extrême [de] la vie quotidienne (...), la Carte de la Patrie et les CLAP sont les nouveaux circuits clientélistes par lesquels transitent les ressources publiques en échange de loyauté politique »¹⁰, qui alimente aussi par ailleurs tout un réseau de corruption. Alors que plusieurs observateurs constatent que la Carte de la Patrie est devenue un instrument d'échange et de répression gouvernementale, les habitants soulignent l'existence de dérives partisans (Wilson, 2024)¹¹. Lors des manifestations massives qui ont secoué le pays en 2017, les habitants de la GMVV se sont plaints de trouver dessiné sur leur porte et façade de logements, le même symbole : un cercle rouge rayé (Ø). Ils ont accusé les collectifs armés progouvernementaux de marquer vertement les maisons des opposants. Selon un rapport de l'ONU, « Des groupes civils armés progouvernementaux, appelés "collectifs", ont contribué à la détérioration de la situation en exerçant un contrôle social et en aidant à réprimer les manifestations. » Après la fraude électorale de 2024, une pratique d'intrusion dans l'espace privé à travers l'opération toc-toc a rappelé ces heures sombres où le marquage des maisons avec, cette fois-ci, un « x » signalait les logements des opposants. « Toc toc, qui est-ce ? Les gens de la paix »¹², cette comptine de Noël illustre le cynisme de l'opération répressive qui a été mise en place dès le 29 juillet 2024 pour arrêter les manifestants dans leur lieu de vie et les diriger sans procès vers les centres de détention. Arrestations sur dénonciation ou « x » apposé par les collectifs sur les portes... lors de l'été 2024, les « toc toc » des forces de l'ordre ont fait savoir que dans un logement de la GMVV ou un quartier quadrillé par ces milices gouvernementales, s'opposer au résultat de l'élection était considéré comme une trahison à la patrie, à fortiori à Chavez. Le cas très médiatisé du militaire Oscar Perez, habitant l'un des logement GMVV de l'avenue Bolivar dans le centre-ville de Caracas, a fait date. En 2018, il s'est fait expulser, puis assassiner en direct sur les réseaux sociaux par l'État pour avoir montré son désaccord à la politique gouvernementale. Première opération Tun tun (toc-toc)¹³, elle a été les prémices d'une forme de répression : « un opposant ne peut pas vivre... encore moins dans la GMVV ». Comme l'expliquent les chercheurs Keymar Ávila et Magdalena López (2023), l'État vénézuélien est devenu au fil des années, de Chavez à Maduro, une machine de guerre qui se révèle dans une « privatisation de la souveraineté de l'État sous une logique de guerre qui naturalise l'exclusion et l'extermination de secteurs de la population civile »¹⁴, dès lors qu'une opposition (ou une différence) interfère avec le projet politique.

Aujourd'hui, les logements, sont au Venezuela, des lieux d'où l'on exprime sa protestation (sur internet via les réseaux sociaux), mais aussi des espaces repérables et identifiables par le pouvoir. Alors que le logement devrait être un abri et que le logement social, construit par les pouvoirs publics, devrait offrir une sécurité aux plus nécessiteux, il est devenu un espace de contrôle et d'ambivalence. « Mieux que celui d'avant » (le bidonville dans nombre de cas), l'espace privé est aussi synonyme de stress résidentiel. Il se repère dans la sphère intellectuelle avec la privation de toute liberté d'expression au risque de voir les forces de l'état faire irruption, mais aussi dans un quotidien, avec les difficultés de sortie (risque d'arrestation), d'approvisionnement en produits de première nécessité (coût de la vie). Le « prendre

¹⁰ López Maya, M. (2018). Socialismo y comunas en Venezuela. Nueva Sociedad, (274).

¹¹ Wilson, Y. (2024). Transformations territoriales dans l'« État communal » au Venezuela. Alternances critiques et dominations ordinaires en Amérique latine, 73-98.

¹² « Tun Tun, quién es ? Gente de paz » C'est un chant de Noël classique, très célèbre et bien connu de tous les Vénézuéliens. La chanson est généralement chantée par des enfants et symbolise un esprit de paix et dit « ouvre-nous la porte, c'est Noël ».

¹³ Cette opération est une pratique illégale qui s'inscrit dans le cadre de la répression arbitraire du gouvernement vénézuélien contre l'opposition. Les fonctionnaires du gouvernement (police, armée) vont dans les maisons pour chercher les « traîtres » et les « fascistes » selon les expressions utilisées par l'État. Après ces dernières élections, cette pratique va encore plus loin avec l'annulation des passeports des opposants les empêchant de quitter le pays. Pour aller plus loin : <https://www.bbc.com/afrique/articles/c4gld7x2ejvo>

¹⁴ Ávila, K., & López, M. (2023). Necropolítica en la Venezuela bolivariana : el Estado como máquina de guerra. Cahiers des Amériques latines, (103).

soin» ne va plus de soi comme se laver, se nourrir, dormir. Lorsque de petits coups à la porte se font entendre, telle l'opération Tun Tun, la maison devient une prison, un lieu d'enfermement psychique et physique. Cette intrusion dans l'intime va même jusqu'aux téléphones portables puisqu'une loi récente, «loi contre la haine»¹⁵, autorise la police à saisir et contrôler le contenu d'un téléphone sans aucun mandat de perquisition. Ainsi, toute personne qui s'oppose au gouvernement ou qui détient des images, des photos ou des messages contre la «révolution bolivarienne» peut encourir de 8 à 10 années de prison. Ces persécutions visent, depuis le 29 juillet 2024, les manifestants, accusés par le gouvernement de «terroristes» et de «fascistes» : plus de 2000 personnes ont été mises en prison pour avoir exprimé leur désaccord avec les élections, 25 morts sont à déplorer.

« Ils (l'État) nous ont tout pris, même la peur »

Le contrôle et « clientélisme » opérés par le logement social et les nouveaux instruments de gestion territoriale permettent de comprendre pourquoi l'espace public est devenu le seul recours pour un retour à la démocratie au Venezuela. L'explication qu'on entend dans les manifestations publiques d'août 2024 coule de source : « Ils nous ont tellement pris qu'ils nous ont même enlevé notre peur », « Je ne veux pas de Clap. Je veux un salaire pour vivre dignement ». Ces expressions répétées de rassemblements en rassemblements témoignent d'une recherche de nouvelle solidarité. Plutôt que de subir l'isolement dans un appartement-prison, un environnement répressif, et malgré les craintes de dénonciation, la lutte contre le stress résidentiel a conduit des milliers de personnes, jeunes et plus âgées, habitants des quartiers précaires et plus aisés, à sortir dans la rue pour exprimer l'espoir d'un autre sens du commun, du vivre ensemble « librement ».

Lors des récentes manifestations, sortir de chez soi a permis de retrouver un ancrage dans la solidarité, celle qui fait défaut à toute société totalitaire, ou, comme le montre Hannah Arendt l'individu, apeuré par les dénonciations potentielles- même des proches- se retrouve privé de sol et n'éprouve plus qu'un sentiment de « désolation ». Dans le coude à coude de la foule, l'individu révolté renoue avec le sens de son existence et la sécurité qu'il a perdu en restant seul dans son appartement face au pouvoir dictatorial. Alors que la dictature le privait d'une parole, il retrouve des liens sociaux qui le soutiennent et l'accompagnent dans son refus d'avoir peur : des parents, des amis qui partagent les mêmes idées. La chaleur des corps, le mélange des transpirations et des voix unies révèlent un autre corps social que celui, glacé et brutal, du totalitarisme. Certes, beaucoup portent des masques pour manifester sans être reconnus par les autorités. Mais c'est tout de même dans l'espace public de la foule qu'ils marquent leur présence et expriment leur colère.

Les médias occidentaux ont-ils compris que ce qui se joue au Venezuela en cette fin d'été 2024 est autre chose que la énième farce d'un énième régime stalinien corrompu ? Quels seraient les marqueurs, les avancées de la politique chaviste menée depuis 25 ans ? « Le pays est un chaos. Les coupures d'eau, d'électricité, même internet, sont tellement courantes, et parfois si longues, que nous nous sentons encore plus isolés », témoignent les manifestants en colère. Pire. « Ici les gens ont faim », s'accorde-t-on,

¹⁵ Selon l'ONG de défense des droits de l'homme PROVEA, cette loi est inconstitutionnelle et permet d'éviter les procédures judiciaires nécessaires à l'encontre des citoyens accusés. Initialement créée en 2017 et selon la Commission interaméricaine des droits de l'homme, cette loi « établit des sanctions pénales exorbitantes et des pouvoirs de censure des médias traditionnels et d'Internet, en contradiction avec les normes internationales sur la liberté d'expression ». Pour plus d'informations sur cette question : <https://www.courrierinternational.com/article/au-venezuela-le-pouvoir-edicte-une-loi-contre-la-haine-pour-museler-lopposition>

quand un médecin, un professeur perçoit 10 dollars par mois, et qu'un café prit dans la rue coûte 1 dollar, un kilo d'avocat 4 dollars, un litre d'essence 0,5 dollar... un paradoxe dans un pays qui possède des ressources naturelles exceptionnelles (pétrole, minerais) et où tout pousse pour peu qu'une graine soit plantée !

L'enfermement dans les appartements, l'usage massif de l'internet et l'intrusion dans l'intimité appelle à une réflexion de fond sur le rapport des individus au pouvoir dans notre monde désormais numérique. Dans cet ordre d'idées, il faut faire une place à l'indignation. Celle de José, témoin de la fraude d'août 2024 dans le bureau de vote d'un village de pêcheur situé à l'Est de Caracas. Autrefois acquis à la cause Chaviste, son village a massivement soutenu l'opposition avec plus de 70% des voix. Il répète, « ils ont le pouvoir parce qu'ils ont les armes, nous avons seulement les « actes ». Ils veulent me mettre en prison, je sais qu'ils viendront, mais il y a beaucoup d'autres témoins avant moi, et j'espère que la situation va changer avant qu'ils n'arrivent ». Il résiste à l'intimidation du pouvoir avec sa compagne qui montre sur les collines surplombant leur village, les deux « châteaux » appartenant à deux des plus hauts fonctionnaires de l'État : « on voudrait les brûler (les maisons) avec eux dedans, mais on ne va pas le faire, quand ils vont partir, on va transformer les maisons en hôpitaux ». Alors que le pouvoir construit des prisons, les opposants au dictateur et à ses « généraux » rêvent de construire des hôpitaux.

Ainsi, il faut voir la lumière dans les yeux de ceux qui se soulèvent, car comme l'écrit le philosophe Gilles Deleuze : « Le pouvoir a besoin de tristesse parce qu'il peut la dominer. La joie, par conséquent, est résistance, parce qu'elle n'abandonne pas. La joie en tant que puissance de vie, nous emmène dans des endroits où la tristesse ne nous mènerait jamais »¹⁶. Ébranler l'édifice, certains œuvrant plus que d'autres pour que le gouvernement en place ne puisse plus s'étayer sur le consentement d'une population qu'il croyait acquise. Alors, Eugène Enriquez nous rappelle « un jour (et non le grand soir), le pouvoir change de main, s'éteint, se transforme, car des milliers de personnes ne lui apportent plus leur soutien, car elles agissent autrement, elles prononcent d'autres mots »¹⁷, et d'après ces dernières élections présidentielles, c'est bien le souhait de la majorité des électeurs, et citoyens du pays, qui dans l'espace public peuvent élaborer d'autres paroles bien que la répression du régime et l'absence généralisée d'« État de droit » se poursuivent.

Yaneira Wilson est enseignante-chercheuse en urbanisme à l'École supérieure des professions Immobilières (ESPI-ESPI2R) et chargée de recherche du projet SAPHIR à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine et au Centre de recherche sur l'habitat (CRH-LAVUE). Spécialiste des questions du logement social en France et en Amérique latine, elle mobilise de plus en plus ces recherches sur la santé dans l'habitat, la rénovation énergétique et la participation. Coauteur de l'ouvrage *Habiter les villes latino-américaines. Débats, réflexions et enjeux de la recherche urbaine* (L'Harmattan, 2021).

Voir en ligne : https://www.crh.archi.fr/_Wilson-Yaneira

¹⁶ Deleuze, G. (1981). *Spinoza : Philosophie pratique*. Les Editions de Minuit.

¹⁷ Enriquez, E. (2007). *Clinique du pouvoir*. Érès.